



**Unité inter-départementale Tarn-Aveyron**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2021-M. 10.00003 du 10 NOV. 2021**

**Objet : modifiant l'arrêté n° 12.2017.10.20.001 du 20 octobre 2017, relatif aux travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation, au suivi post-exploitation et fixant les garanties financières de l'installation de stockage de déchets du Roubelier sur la combe de Millau**

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45 et R181-46 ; ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Valérie Michel-Moreaux en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 août 2020 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°910215 du 8 février 1991 autorisant la création d'une décharge contrôlée au lieu dit « Le Roubelier » sur la commune de Millau ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°12.2017.10.20.001 du 20 octobre 2017 relatif aux travaux d'amélioration des conditions de réhabilitation, au suivi post-exploitation et fixant les garanties financières de l'installation de stockage de déchets du Roubelier sur la combe de Millau ;
- Vu** le porter à connaissance relatif à la mise en place d'un traitement des lixiviats in-situ sur le site du Roubelier en date du 13 décembre 2019 et complété le 9 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis du Parc Naturel Régional des Grands Causses en date du 28 mai 2020 ;
- Vu** le rapport des traçages en hautes et basses eaux d'avril 2021 rédigé par le Parc Naturel Régional des Grands Causses ;
- Vu** le rapport du 13 septembre 2021 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté formulées par mail du 13 septembre 2021 ;

**Considérant** que la mise en place d'un traitement in-situ des lixiviats permet à l'exploitant d'avoir une gestion durable et financièrement soutenable des lixiviats du site dont l'activité a cessé depuis 2002 ;

**Considérant** que le projet initial de l'exploitant prévoyait une canalisation de transport des lixiviats traités de près d'un kilomètre afin de rejoindre la source du Roubelier mais que le rapport de traçage des eaux au droit du site a permis d'améliorer la connaissance hydrologique du site et que le projet a évolué vers un rejet au droit du site ;

**Considérant** que les conclusions du rapport de traçage des eaux au droit du site a identifié les sources Riou Ferrant amont et aval comme exutoires principaux du site et qu'un rejet au droit du site présente les avantages suivants :

- les sources du Riou Ferrant amont et aval et du Roubelier et de Brefuel ne sont pas utilisées pour l'eau potable ;
- les taux de dilution sont plus intéressants que celui du ruisseau de la source du Roubelier ;
- les rejets sont étalés sur une plus longue période limitant le caractère aigu de contaminations accidentelles ;
- l'absence de construction d'une canalisation de près un kilomètre pouvant avoir un impact paysager ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Après** communication au demandeur du projet d'arrêté

*Sur proposition de madame la secrétaire générale de l'Aveyron*

## - A R R E T E -

### ARTICLE 1.

Le tableau du III. de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Point de rejet vers le milieu récepteur | N°1                            | N°2  | N°3  |
|---|--------------------------------|--|--|
| Nature des effluents                    | Eaux de ruissellement externes | Eaux de ruissellement internes à l'exception des eaux rejetées au point 3 Lixiviats après traitement | Eaux de ruissellement internes issues du fossé en pied de talus Nord-Est |
| Coordonnées (Lambert II étendu)         | X=663399,41<br>Y=1898176,48    | X=663541,39<br>Y=1898342,93  | X=663511,59<br>Y=1898397,27  |
| Point de prélèvement                    | Non                            | Oui  | Non  |

### ARTICLE 2

Le tableau de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| PARAMÈTRES   | Code SANDRE | VALEURS LIMITES                              |
|--|-------------|--|
| pH   | 1302        | Compris en 5 et 8,5                          |
| Conductivité                                       | 1303        | -  |
| Matières en suspension totale (MEST)               | 1305        | < 10 mg/l                                    |
| Carbone organique total (COT)                      | 1814        | < 70 mg/l                                    |
| Demande chimique en oxygène (DCO)                  | 1314        | < 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j |
| Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> ) | 1313        | < 10 mg/l                                    |

|  |      |   |
|--|------|---|
| Azote global   | -    | Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l<br>si flux journalier max. > 50 kg/j. |
| Phosphore total  | 1350 | Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l<br>si flux journalier max. > 15 kg/j. |
| Phénols  | 1440 | < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.   |
| Métaux totaux dont :   |      | < 15 mg/l   |
| Plomb et ses composés (en Pb)  | 1382 | 50µg/l si le rejet dépasse 5 g/j  |
| Chrome et ses composés (en Cr)   | 1389 | 0,5 mg/l (dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l)<br>si le rejet dépasse 1 g/j          |
| Cuivre et ses composés (en Cu)   | 1392 | 100µg/l si le rejet dépasse 5 g/j   |
| Nickel et ses composés (en Ni)   | 1386 | 200µg/l si le rejet dépasse 5 g/j   |
| Zinc et ses composés (en Zn)   | 1383 | 500µg/l si le rejet dépasse 5 g/j   |
| Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. |      |   |
| Chlorure   | -    | -   |
| Fluor et composés (en F)   | 7073 | < 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.  |
| Cyanures libres (en CN-)   | -    | < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.   |
| Hydrocarbures totaux   | 7009 | < 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.  |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)  | 1106 | < 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.  |

### ARTICLE 3

Les dispositions du IV de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les lixiviats collectés sont traités soit dans une installation autorisée à traiter ce type d'effluents, soit par une unité de traitement in situ.

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas d'un traitement in-situ, les équipements sont de couleurs foncées afin de minimiser l'impact visuel ».

### ARTICLE 4

Au II de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 le mot « prétraitement » est remplacé par les mots « traitement de lixiviats ».

### ARTICLE 5

Au III de l'article 17 de l'arrêté du 20 octobre 2017, les mots « mensuel de la conductimétrie des distillats issus de l'évapo-concentrateur le cas échéant » sont remplacés par les mots suivants :

«- semestriel de la qualité des lixiviats rejetés le cas échéant ; ».

## ARTICLE 6

A l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 susvisé il est inséré un article 15 bis ainsi rédigé :

### Article 15 bis – Prévention des risques

Le site est équipé d'au moins deux extincteurs adaptés aux risques et d'un kit de dépollution constitué a minima de produits absorbants et de boudins de confinement.

## ARTICLE 7. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## ARTICLE 8. PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aveyron, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Millau, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Rodez, le 10 NOV. 2021

Pour la préfète et par délégation,  
La secrétaire générale,



Isabelle KNOWLES